

## Les batailles de la correspondance de guerre

Déterminée par les risques sur le terrain et les politiques de censure des gouvernements, le journalisme de guerre est entré dans un autre monde, plus passif, loin du front.

Jean-Paul Marthoz

C'est un métier, je le crains, qui est sur une voie de garage », concluait tristement John Simpson, le rédacteur en chef global de la BBC dans ses mémoires de « correspondant étranger ». Il évoquait son fils, « qui sera probablement trop sensé pour devenir un journaliste international. Si, en fait, à ce moment, pareil métier existe encore ».

Les correspondants de guerre ont le blues. Depuis la fin de la guerre du Vietnam, qui avait consacré la figure du journaliste baroudeur, libre de grimper dans un hélicoptère Chinook et de circuler d'un champ de bataille à l'autre, la profession a le sentiment qu'elle n'a fait que perdre du terrain. Clamant que les médias étaient responsables de la défaite en Indochine, les autorités américaines, dès le début des années quatre-vingt, ont appliqué des règles visant à encadrer strictement la presse. L'invasion en 1983 de l'île de Grenade, un confetti de la mer des Caraïbes, a servi de test : les journalistes ont été fermement tenus à l'écart des opérations militaires. L'invasion du Panama en 1989 et la guerre du Golfe en 1991 ont confirmé cette volonté de réappropriation par les États du récit de la guerre. Elle s'est faite de deux manières : par l'« accompagnement » des correspondants sur le terrain et par le lancement de campagnes de communication et de désinformation visant à imposer la version officielle des raisons, des objectifs et du déroulement de la guerre. Les journalistes qui ont débarqué au centre de presse de la coalition à Dhahran (Arabie saoudite) se sont retrouvés otages du Pentagone. Eloignés des lignes de front, isolés des sources discordantes, les centaines d'envoyés spéciaux ne pouvaient que répéter les déclarations des généraux. Face aux téléspectateurs, ils avaient l'air d'amateurs, de potaches ou de cireurs de bottes. La concurrence entre les grandes chaînes de télévision n'a fait qu'aggraver les effets de cette dépendance. La plupart des *fake news* distribuées par le Pentagone, le Département d'État et les agences privées de communication ont passé à l'antenne *live*, sans filtre.

Une partie de la presse a fait son métier, vérifiant les assertions des autorités et contestant les mises en scène officielles. Certains ont tenté même de couvrir la guerre

librement, en dehors des pools. On les a surnommé les « unilatéraux » ou les « chats sauvages ». « Il n'y a rien de plus incongru pour un journaliste que le garde-à-vous », a déclaré fameusement un correspondant de la télévision française. Toutefois, venant quelques mois à peine après la mystification du « faux charnier » de Timisoara lors de la « Révolution » roumaine, cette couverture de la guerre du Golfe a débouché sur une chute de crédibilité, dont les grands médias souffrent aujourd'hui encore, ouvrant ainsi un espace à d'autres acteurs de l'info et de la désinfo.

La deuxième guerre d'Irak en 2003 a accentué cette dérive. Choqués par les attentats du 11 septembre 2001, craignant d'aller à contre-courant d'une opinion publique en quête de vengeance, une grande partie des médias américains ont relayé les accusations de l'administration Bush à l'encontre de Saddam Hussein. En fait, ils ont abdiqué du rôle qu'exige d'eux la Constitution américaine : celui du chien de garde (*watchdog*), garant de l'intégrité des institutions. Il y a eu d'honorables exceptions à ce suivisme, aux États-Unis et ailleurs, mais la crédibilité de l'ensemble de la presse internationale en prit, de nouveau, un sérieux coup. En 2004, *The New York Times* a fait son *media culpa*, son *media maxima culpa*, en publiant dans ses colonnes une critique sévère de la manière dont il avait couvert la montée vers la guerre.

L'introduction de l'*embedding*, l'embarquement de reporters dans des unités de combat, a permis sans doute aux correspondants d'être au cœur des combats. Mais elle a renforcé aussi la connivence entre la presse et l'armée. Au risque de passer sous silence des revers ou des bavures. L'information qui a émané de ces scènes de combat, un kaléidoscope d'images contrôlées, parcellaires, sur des incidents particuliers, a contribué à brouiller le sens de la guerre, à la convertir en un spectacle plus proche des gimmicks de Hollywood que des principes du journalisme.

### Le déclin de la correspondance de guerre

Cet affaiblissement de la correspondance de guerre s'inscrit dans des évolutions plus fondamentales de l'« industrie médiatique ». Lors des années

quatre-vingt et quatre-vingt-dix, l'actualité internationale a été largement victime de la « marchandisation » de l'information, qui a débouché sur le constat péremptoire que « l'opinion ne s'intéresse pas à l'international ». La chute du mur de Berlin en 1989 et l'implosion de l'Union soviétique ont apporté un prétexte pour réduire l'espace consacré à l'international, considéré désormais comme moins dangereux, et fermer des bureaux à l'étranger. « Goodbye world », écrivait en 1998 Peter Arnett de CNN, dans un article de l'*American Journalism Review*. À l'exception d'une poignée de titres et programmes de référence, les médias, la télévision en particulier, ont réduit l'information internationale au bang bang, comme le politologue Matthew Baum l'a signalé cruellement en 2003 dans son livre *Soft News Goes to War*. Le journalisme de guerre s'est résumé en partie à ces « warcos » casqués, revêtus d'une *flak jacket*, tout excités de faire un *stand-up live* avec, en arrière-plan, des volutes de fumée sombre ou une nuit déchirée par les éclats de bombes. « Ils savent comment couvrir une guerre, ils ne savent pas quelle guerre ils couvrent », ironisait un collègue.

C'est ainsi qu'une grande partie de la presse internationale, affectée par ce retrait du monde et cette tabloïdisation de l'information, a « raté » des faits qui, mis bout à bout, auraient pu lui permettre de jouer son rôle de corne de brume et, en particulier, de prévenir les autorités et l'opinion des risques posés par le « dérèglement du monde », pour reprendre l'expression de l'auteur libanais Amin Maalouf et d'anticiper les attentats du 11 septembre 2001. *How We Missed The Story: Osama Bin Laden, the Taliban and the Hijacking of Afghanistan*, « comment nous avons raté cette info » : le titre donné par Roy Gutman à son livre consacré à l'Afghanistan après le retrait soviétique éclaire cruellement l'inattention de la presse américaine. « Nous étions en état de somnolence », renchérisait David Halberstam, lui qui avait gagné ses galons de correspondant de guerre au Vietnam, en « annonçant » par ses reportages de terrain l'inévitabilité de la défaite américaine.

À partir des années 2000, la crise économique des médias traditionnels, frappés de plein fouet par la concurrence d'Internet, l'explosion des réseaux sociaux, une chute de l'audience payante et un effondrement des ressources publicitaires, n'a fait que contribuer à cette contraction de l'international. La globalisation de l'information, à la suite de la diffusion satellitaire et l'émergence de nouveaux acteurs proposant un autre regard sur les conflits, en premier lieu Al Jazira, ont aussi participé à ce spleen de la correspondance de guerre. Elles ont sans aucun doute renforcé l'offre et la diversité d'information, mais elles ont aussi affaibli son autorité, en démontrant la relativité des points de vue et des cadres d'interprétation de l'actualité. « Quelle différence y-a-t-il entre CNN et nous ? », nous avait confié en 2003 le directeur d'Al Jazira, Wadah Khanfar. « CNN montre le missile tiré d'un navire américain. Nous montrons le missile qui tombe sur Bagdad ». Lors de la guerre d'Irak, le suivisme, voire le bellicisme, des

grands médias américains ont exacerbé cette perception que les journalistes font partie d'un camp, alors qu'après la Seconde guerre mondiale et le conflit coréen, certains avaient tenté d'accroître leur indépendance et d'affirmer leur impartialité professionnelle, en particulier en donnant la parole au « camp d'en face ».

Les journalistes ont rarement été les bienvenus sur les champs de bataille. Ces dernières années, ils ont payé très cher cette volonté des États de les écarter. La deuxième guerre de Tchétchénie (1999-2006) a été l'un des laboratoires de cette politique d'exclusion et d'intimidation. L'assassinat le 7 octobre 2006 d'Anna Politkovskaïa à Moscou a clairement signifié qu'il y avait des zones de silence de l'information. Mais l'agressivité à l'encontre de journalistes a aussi été le fait de pays démocratiques : les frappes américaines ont touché des médias jugés hostiles, comme Al Jazeera à Kaboul en 2001 ; des soldats israéliens ont tué des journalistes, comme un cameraman de l'agence Reuters en 2008 à Gaza, victime d'un tir de char. À chaque fois, les autorités militaires ont expliqué qu'il s'agissait d'erreurs, du « brouillard de la guerre », mais les correspondants se méfient aussi désormais des « règles d'engagement » des armées occidentales.

Les groupes non-étatiques, toutefois, constituent aujourd'hui la menace la plus directe. Alors que dans les années soixante-dix et quatre-vingt, les journalistes étaient souvent accueillis les bras ouverts dans les zones contrôlées par des groupes rebelles, ils sont aujourd'hui « interdits de séjour » ou, s'ils s'y risquent, menacés d'enlèvement et d'assassinat. Déjà, lors de la deuxième guerre d'Algérie, dans les années quatre-vingt-dix, il a été presque impossible d'enquêter sur le Groupe islamique armé (GIA), non seulement en raison du cordon sécuritaire établi par l'armée algérienne, mais aussi de l'hostilité ouverte des extrémistes islamistes à l'encontre de la presse. Cette guerre a été dès lors un trou noir de l'information. Cette politique d'exclusion médiatique pèse aujourd'hui encore sur la connaissance et la compréhension de ce qui s'est réellement passé durant cette décennie noire.

La nature et les formes de la guerre ont accru les risques. Les « guerres de Gaza », un territoire exigu, densément peuplé, ont illustré cette dangerosité extrême. En 2014, selon le Committee to Protect Journalists, sept journalistes et travailleurs des médias ont perdu la vie lors des combats. Dans des conflits internes, caractérisés par la multiplicité des groupes armés, la fluidité des lignes de front, l'imprévisibilité des tactiques militaires, les correspondants de guerre peinent à identifier les risques imminents. La mort par un tir de mortier des photographes Tim Hetherington et Chris Hondros en Libye en avril 2011, a confirmé cette évolution vers des guerres chaotiques, pour lesquelles les règles de sécurité traditionnelles ne fonctionnent plus.

Les menaces pesant sur la presse se sont accrues, en particulier dans les pays ayant connu une intervention armée occidentale. En Afghanistan, en Irak, en Syrie, les enlèvements de journalistes se sont multipliés. La bru-

talité du groupe État islamique a marqué le point de rupture : la décapitation de journalistes américains et japonais a converti des régions immenses en zones interdites. Toutefois, la guerre en Syrie, avant même que ne soient perpétrés ces actes de barbarie, était déjà un cauchemar pour le journalisme. Pour entrer dans les zones gouvernementales, il fallait se battre pour un visa, au risque d'être perçu comme proche du régime. Il fallait aussi accepter des minders omniprésents, sourcilleux et suspicieux. Pour accéder aux zones rebelles, il fallait jouer à pile ou face, choisir un groupe parmi la nébuleuse rebelle, faire confiance à des *fixers*. Des correspondants de guerre internationaux ont réussi malgré tout à informer, le plus fidèlement possible, mais ce sont surtout des « journalistes citoyens » locaux, et de manière beaucoup plus problématique, des membres de groupes partisans, qui ont peu à peu pris la place des envoyés spéciaux, filmant et diffusant des scènes d'affrontements, de bombardements et d'atrocités.

Le journalisme de guerre est dès lors entré dans un autre monde, plus passif, loin du front, dépendant d'informations qu'il n'avait pas lui-même produites, d'informations sur un endroit « où je n'ai jamais mis les pieds », écrit Alessandria Masi, directrice du site spécialisé, Syria Deeply (Beyrouth) dans *Attacks on the Press 2017*. « J'ai régulièrement un cauchemar, que je me réveille un jour, pour découvrir que tout ce que nous avons rapporté comme un fait n'était pas vrai. C'est irrationnel, car il y a des faits indéniables, mais il est difficile de savoir ce qui se passe réellement ». Place aux *fact-checkers* et aux décodeurs de vidéos manipulées. Place à des journalistes spécialisés s'évertuant à recomposer le puzzle de l'information et à lui donner un sens, sur base de propagandes croisées et d'images clandestines. Place aussi aux freelances...

### Insécurité, censure, concurrence

L'insécurité est devenue une des raisons majeures des mutations de la correspondance de guerre. Les grands médias, soucieux de ne pas mettre en péril leurs reporters, ont réduit les missions dans les zones les plus périlleuses. Des journalistes indépendants ont tenté de remplir ce vide, parce que la demande d'information restait immense, mais ils sont très souvent plus vulnérables : ils manquent de ressources qui pourraient leur permettre de mieux se protéger, en participant à des cours de formation aux missions dangereuses, en achetant les équipements essentiels, en ne restant pas trop longtemps dans des endroits exposés. James Foley, assassiné en 2014 par l'EI en Syrie, était un freelance et, même s'il jouissait déjà d'une réelle expérience, il n'était pas à égalité avec des collègues attachés à plein temps à de grandes rédactions.

La correspondance de guerre n'est pas seulement déterminée par les risques sur le terrain ni par les politiques de censure des gouvernements. Chaque conflit s'accom-

pagne aussi d'un déchaînement de passions et de partis pris. Depuis longtemps déjà, des groupes de veille médiatique partisans s'en prennent avec virulence aux journalistes qui ne suivent pas la « bonne ligne ». Leurs accusations visent à déstabiliser la presse, à créer la confusion, à tout brouiller pour discréditer l'info qui dérange. Les réseaux sociaux ont apporté une ampleur inédite à ce phénomène des « chiens d'attaque ». Les médias qui déplaisent sont soumis à de véritables tirs de barrage, sur Twitter en particulier, qui peuvent à terme déboucher sur l'autocensure.

Finalement, les journalistes ont cédé une partie importante de leur espace professionnel. Des chercheurs d'organisations non-gouvernementales ou de centres d'études disposent souvent de davantage de moyens et de temps pour enquêter sur des conflits armés. Les membres de l'E-Team (équipe d'urgence) de Human Rights Watch ou d'Amnesty International sont souvent sur les lignes de front avant les journalistes « traditionnels », ils y restent plus longtemps et ils en révèlent les dossiers noirs. Les analystes de l'International Crisis Group et d'autres *think tanks* expliquent le contexte de la guerre. Ils le font dans leurs rapports et sur des sites très médiatiques, mais aussi de plus en plus comme invités des pages éditoriales des journaux et des émissions d'actualité.

Ces constats ne débouchent pas nécessairement sur la remarque désabusée de John Simpson. Le déclin, relatif, de la correspondance de guerre n'est pas une fatalité. Un peu partout, des journalistes relèvent les défis de la sécurité, en renforçant les programmes de formation et les projets de coopération, comme RISC (Reporters Instructed in Saving Colleagues) ou the Warzone Freelance Project. N'en déplaise aux *media bashers*, la presse continue aussi à livrer des exemples remarquables de correspondance de guerre. De nouvelles formes de journalisme, davantage fondées sur la collaboration entre les médias et avec d'autres « faiseurs de l'info », se développent. Le journalisme d'explication retrouve sa place, car plus que jamais, nos sociétés ont besoin d'informations qui les aident à naviguer dans un monde « illisible », éclaté, interconnecté, compliqué.

Le journalisme de contre-pouvoir est lui aussi confirmé dans son rôle essentiel : le chaos qui a suivi la « mission accomplie » de George Bush a amplement démontré, par l'absurde, que l'indépendance de la presse est un atout, et non pas un handicap, de la « démocratie en guerre ». « Critiquer son pays, c'est lui rendre service et lui faire un compliment, déclarait en 1966, en pleine guerre du Vietnam, le président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, William Fulbright. C'est lui rendre un service, car on peut ainsi pousser le pays à faire mieux ; c'est lui faire un compliment, car c'est proclamer sa conviction que le pays peut mieux faire. La critique est plus qu'un droit, c'est une forme plus élevée de patriotisme que les rituels familiers de l'adulation nationale ». Une feuille de route pour l'avenir de la correspondance de guerre...■